



L'éducation en situations d'urgence : une bouée de sauvetage

Analyse du financement en 2023

L'éducation en situations d'urgence : une bouée de sauvetage

Analyse du financement en 2023

© Educo, février 2024

La reproduction complète ou partielle de ce document par quelque procédé que ce soit est autorisée, à condition d'en citer la source. L'utilisation de ce document à des fins commerciales est quant à elle interdite.

Direction du Plaidoyer et de la Recherche sociale

Élaboration : Paula San Pedro

Remerciements : Macarena Céspedes, María Civit, Laura Hurtado, Vanessa Pedrosa, le Bureau de l'action humanitaire et le Domaine des Statistiques, la Direction générale des Politiques de Développement durable (Ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération).

Photographies : Archives Educo

Les photographies utilisées dans ce document servent à illustrer le contenu mais n'en constituent en aucun cas le reflet.

Pour plus d'informations concernant les sujets traités dans ce document, veuillez contacter : educos@educos.org

Table des matières

Préambule	4
2023 : une année peu encourageante	7
Vivre dans un monde abîmé	7
Un cercle vicieux	9
La contribution mondiale à l'Éducation en Situations d'Urgence	13
Un aperçu du financement global	13
Le financement de l'Éducation en Situations d'Urgence	15
L'Éducation en Situations d'Urgence face aux autres secteurs	18
Les contributions aux fonds gérés par OCHA	25
Les contributions au HCR	26
Les fonds mondiaux pour l'éducation	28
Le rôle de la Banque mondiale	29
Le rôle de l'UNESCO	30
Conclusions	32
Recommandations	33
Annexes	38
Bibliographie	43

Préambule



Educo travaille pour que le droit à l'éducation soit assuré en toutes circonstances. Nous voulons également que les enfants qui traversent des contextes de crise aient l'opportunité de **jouir de ce droit et de bénéficier de processus éducatifs équitables et de qualité, développés dans des espaces sûrs, protecteurs et garants de leur bien-être.**

L'action que nous menons dans le domaine de l'éducation en situations d'urgence consiste d'abord à répondre aux conséquences immédiates d'une crise. Nous savons cependant que les crises entraînent d'autres et qu'elles requièrent inévitablement, lorsqu'elles sont prolongées, une vision intégrale et à long terme. C'est pourquoi Educo **adopte une approche nexus**. Cette approche nous permet d'apporter une réponse à la réalité présente des enfants et des jeunes personnes, tout en promouvant des actions déployées sur la durée et destinées à nous attaquer aux causes structurelles des situations de vulnérabilité.

Nous plaçons **les enfants et leur environnement au centre** de nos préoccupations, et travaillons main dans la main avec des acteurs locaux fortement ancrés dans les communautés. Nous pensons qu'il est essentiel que les besoins et les problèmes spécifiques des enfants et des adolescents touchés par les

crises soient reconnus, compris et pris en considération dans l'élaboration et l'implémentation de nos programmes. **Nous écoutons leurs opinions** sur les mesures à prendre en cas de situations d'urgence, nous les encourageons à participer aux processus de décision qui concernent leur vie et leur donnons les moyens de contribuer directement aux solutions en fonction de l'évolution de leurs capacités. Nous savons que cette démarche exerce un impact positif sur leur relèvement, renforce leur résilience face aux crises futures et leur permet d'être des agents humanitaires efficaces.

De même, dans le contexte de crise climatique et de dégradation continue de l'environnement que nous connaissons, il est essentiel que la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience des enfants fassent partie de l'éducation. Nous abordons pour ce faire la complexité des risques de catastrophe en tenant compte des vulnérabilités et des capacités spécifiques des enfants et des adolescents, des structures éducatives et des communautés dans lesquelles ils vivent.

Au cours des quatre dernières années, le travail que nous avons développé dans ce domaine est parvenu à 125 000 enfants, adolescents et leurs communautés sur quatre continents, au moyen d'interventions menées en Amérique latine, en Asie, en Afrique subsaharienne et en Europe.

Educo est conscient que **l'éducation est bien plus qu'un droit**. C'est la clé du retour à une routine tant attendue, le lieu où il est possible de continuer d'apprendre, de retrouver ses camarades, de jouer et de redevenir un enfant sans plus d'inquiétude. C'est l'espace qui éloigne les enfants de la terrible réalité qu'ils vivent, qui les protège, les abrite et leur apporte du bien-être.

Pilar Orenes

Directrice générale d'Educo



Educo et l'Éducation en Situations d'Urgence (ESU)

Principaux domaines d'action :

- Accès et continuité de l'éducation : réintégration et maintien dans le système formel, promotion d'alternatives éducatives, prise en charge spécifique des enfants et des adolescents réfugiés ou déplacés internes et soutien aux infrastructures.
- Éducation pertinente et de qualité : formation des enseignants à l'Éducation en Situations d'Urgence, matériel pédagogique, accompagnement socio-émotionnel, espaces sûrs et inclusifs, etc.
- Inclusion et promotion de l'égalité entre les genres.
- Éducation sûre et bienveillance : protection des écoles contre les attaques, éducation sensible au conflit et soutien psychosocial.
- Réduction des risques de catastrophes et résilience dans le domaine de l'éducation.
- Éducation à la paix et à la cohésion sociale.
- Promotion de la participation des enfants et de la communauté.
- Promotion d'autres droits par le biais de l'éducation : nutrition, hygiène, santé, certificats de naissance.

Les enfants que nous atteignons

Plus de 125 000 enfants, adolescents et leurs communautés au cours des quatre dernières années, par le biais de nos projets d'ESU.

Les lieux où nous intervenons

Sahel central (Niger, Mali, Burkina Faso) et Bénin ; Amérique centrale (Nicaragua et Salvador) ; Asie (Bangladesh et Philippines) ; Ukraine et Moldavie.

Nos financeurs et nos partenaires

Pour Educo, l'ESU est un secteur clé, urgent et prioritaire. C'est pourquoi nous travaillons avec les principaux donateurs internationaux tels que ECHO (Union européenne), Education Cannot Wait, INEE, The Resilience Collective, Unicef, et nationaux tels que l'AECID. Nous menons également des actions avec nos partenaires de l'Alliance ChildFund et continuons de rechercher des fonds pour que l'éducation pour toutes et tous soit une réalité.

2023 : une année peu encourageante



Vivre dans un monde abîmé

Les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter année après année dans le monde et 2023 n'a pas fait exception. L'année a commencé par le tremblement de terre dévastateur en Turquie et en Syrie, a vu ensuite la résurgence du conflit au Soudan et s'est achevée sur la guerre sanglante à Gaza. À cela se sont ajoutées d'autres catastrophes naturelles et d'autres crises qui ont fait oublier à quelque 300 millions de personnes, occupées à survivre, ce que c'est que de vivre.

Nous assistons à la plus grande crise alimentaire de l'histoire récente. Les huit dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et les populations subissent les conséquences ravageuses de ce réchauffement. L'égalité entre les hommes et les femmes sera une réalité dans 132 ans, alors qu'en 2020, on estimait qu'elle le serait dans 100 ans. L'élimination de l'extrême pauvreté d'ici à 2030 est déjà un objectif hors d'atteinte, sachant que 90 millions de personnes supplémentaires vivent dans cette situation (OCHA, 2023).

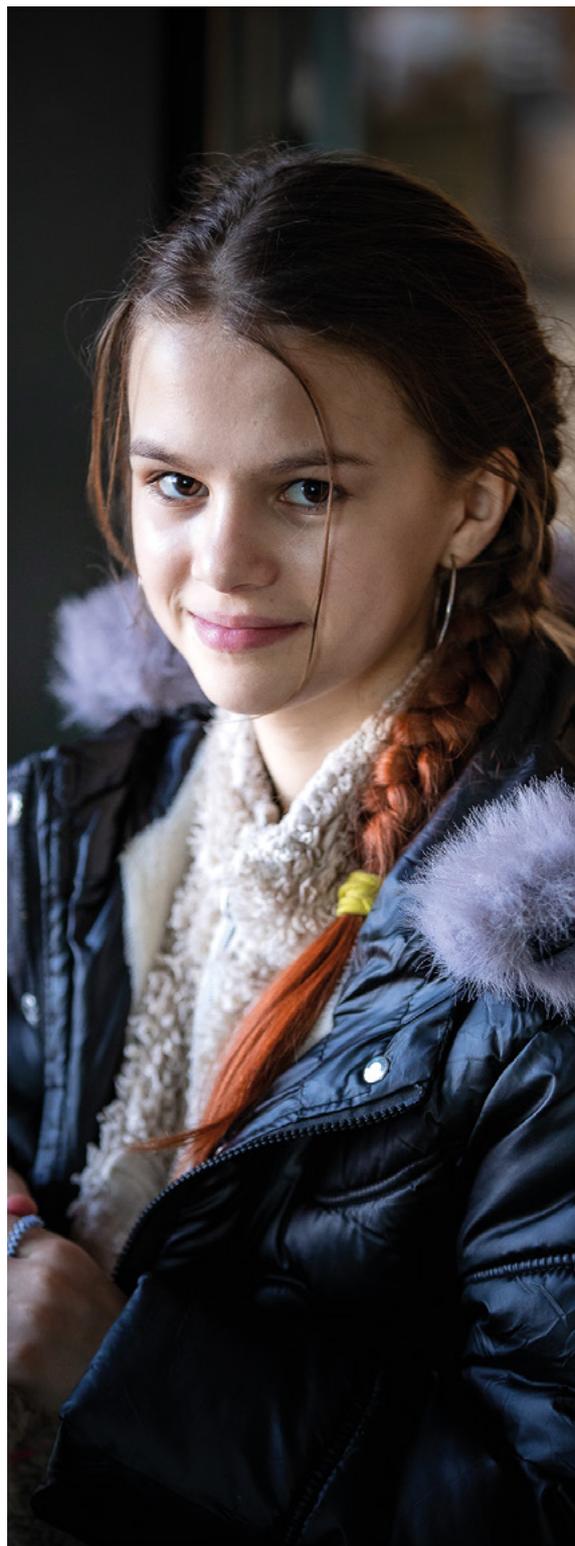
Fuir est la réponse la plus naturelle et la plus récurrente à la violence, à la faim ou aux catastrophes. C'est ce que 110 millions de personnes ont déjà fait et ce que 20 millions d'autres feront en 2024 (UNHCR, 2023a). Plus d'une personne sur 73 est ainsi déplacée de force, un ratio qui a presque doublé au cours de la dernière décennie (OCHA, 2023).

Le nombre de personnes déplacées de force équivaut déjà à 1% de la population mondiale.

Les effets des crises interdépendantes sont particulièrement dévastateurs pour les enfants et les adolescents. En 2023, 33 enfants sont nés chaque minute en situation de faim chronique¹. 1 enfant sur 5 dans le monde vit dans une zone de conflit ou est contraint de la fuir, et la probabilité qu'un enfant subisse des préjudices n'a jamais été aussi élevée au cours des 20 dernières années.

Les enfants risquent davantage d'être tués ou mutilés par des bombes ou des balles, d'être recrutés par des groupes armés, de subir des violences sexuelles, d'être enlevés, de voir leurs écoles et leurs hôpitaux réduits à l'état de ruines ou de se voir refuser l'accès à une aide vitale.

Le nombre de ces violations graves à l'encontre des enfants a presque triplé depuis 2010.



¹ Voir [33 CHILDREN BORN INTO HUNGER EVERY MINUTE IN 2023 – Save the Children | Save the Children International](#).

Un cercle vicieux



Dans un monde où les crises sont toujours plus intenses, prolongées et imprévisibles, toutes les sphères de la vie, et tout particulièrement celle de l'éducation, sont inexorablement touchées.

Selon le dernier rapport sur l'état d'avancement des Objectifs de développement durable (ODD) publié en 2023, la cible 4, relative à l'éducation de qualité, sera difficile à atteindre, et sa réalisation prévue pour 2030 est en état de stagnation. Notons à cet égard que les données présentées ne révèlent pas les importantes disparités territoriales et ne reflètent donc pas la réalité de nombreux pays (Sachs et al., 2023).

Pour dépasser ces limites et mieux saisir la corrélation qui existe entre les progrès de l'ODD 4

et les contextes de crise, les données du rapport susmentionné ont été croisées avec celles de la liste des pays qui traversent des situations d'urgence humanitaire et qui reçoivent des financements de la communauté internationale² ([Financial Tracking Service, OCHA](#)).

35 des 194 pays analysés dans le rapport sur les ODD 2023 (voir l'Annexe 1 pour la liste complète) connaissent une crise sur leur propre territoire. Parmi ces 35 pays faisant l'objet d'appels humanitaires, 30 sont loin ou très loin d'atteindre l'ODD 4 (en orange et rouge dans le Tableau 1), soit 88% du total. Pour quatre d'entre eux, il n'y a pas d'information disponible (Liban, Haïti, Somalie et Libye).

² Le tableau contient aussi bien les pays touchés par une crise humanitaire interne, qu'elle soit due à la violence ou à des catastrophes naturelles, que les pays qui, en plus de faire face à leur propre crise, accueillent des réfugiés en provenance de pays voisins.

Tableau 1. Pays touchés par des crises humanitaires et progrès vers l'ODD 4, 2023³

Pays	2023 ODD Ranking	ODD 4 2023	Pays	2023 ODD Ranking	ODD 4 2023
Ukraine	38	Yellow	Burundi	147	Red
Turquie	72	Yellow	Mozambique	149	Red
Salvador	73	Yellow	RDC	151	Red
Colombie	76	Yellow	Haïti	152	Grey
Liban	95	Grey	Burkina Faso	153	Red
Honduras	116	Yellow	Madagascar	156	Red
Venezuela	117	Yellow	Afghanistan	158	Red
Kenya	123	Yellow	République du Congo	159	Red
Myanmar	125	Red	Soudan	160	Red
Rwanda	126	Red	Niger	161	Red
Guatemala	127	Yellow	Somalie	162	Grey
Pakistan	128	Red	Yémen	163	Red
Syrie	130	Red	Tchad	164	Red
Mali	131	Red	République centrafricaine	165	Red
Malawi	135	Red	Soudan du Sud	166	Red
Cameroun	139	Red	Érythrée		Red
Éthiopie	144	Red	Libye		Grey
Nigeria	146	Red			



Source : élaboration propre, sur la base du rapport de l'état d'avancement des ODD 2023 et de la liste de l'OCHA 2023 des crises qui reçoivent une aide humanitaire.

³ Les Territoires palestiniens occupés ne sont pas inclus dans cette liste malgré les hostilités qui ont commencé en octobre 2023, car ils ne font pas partie de l'analyse du rapport des Nations Unies sur les ODD.

88% des pays et des territoires touchés par une crise humanitaire doivent relever des défis importants ou majeurs pour atteindre la cible des ODD relative à l'éducation.

Il convient de souligner les efforts de l'Ukraine. Bien que le pays soit entré dans sa deuxième année de guerre, il a été en mesure de stabiliser et même d'améliorer les indicateurs qui lui permettront d'atteindre l'ODD 4 d'ici à 2030. Nous verrons plus loin que la contribution significative de la communauté internationale au secteur de l'éducation a constitué un apport important à cet égard. Cet exemple démontre également que lorsque le gouvernement s'engage et débloque des fonds, de réels progrès sont accomplis.

L'Ukraine est parvenue à faire progresser l'indicateur d'alphabétisation et de financement du premier cycle de l'enseignement secondaire. Il reste néanmoins des obstacles à surmonter pour atteindre le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire.

67% des 34 pays et territoires faisant l'objet d'un appel humanitaire rencontrent des problèmes majeurs pour atteindre l'ODD 4 (en rouge dans le Tableau 1). Ces pays sont les plus éloignés de la réalisation de cet objectif. Les données présentées permettent de tirer une autre conclusion, évidente mais non négligeable : **en cas de crise humanitaire, il est presque impossible de progresser dans la réalisation de l'ODD 4.** Ceci est d'autant plus vrai que nombre de ces pays connaissent des crises multiples depuis des années (Educo, 2023c).

Il est par conséquent de la plus grande importance de financer l'éducation dans les situations d'urgence et de veiller à ce que les enfants touchés par les crises humanitaires puissent se rendre à l'école ou du moins assister aux cours. De cette manière, en plus de continuer d'apprendre et de grandir, ils retrouvent une routine, jouent avec leurs camarades et bénéficient d'un suivi psychologique le cas échéant.

Des chiffres alarmants

- **198 millions d'enfants et d'adolescents ne sont pas scolarisés ou ne participent pas à un processus d'apprentissage, ce qui représente 89% de l'ensemble des enfants touchés par des crises** (Education Cannot Wait, 2023).
- **Au cours des deux dernières années seulement, plus de 5000 attaques contre des écoles ont été recensées. Elles ont causé des dommages à plus de 9000 élèves et enseignants** (Global Coalition from Attack, 2022).
- **1 enfant sur 5 vit dans un contexte de conflit ou a été contraint de le fuir** (Unicef, 2023).
- **La population de réfugiés d'âge scolaire comptait environ 10 millions de personnes en 2022. Elle est désormais passée à 14,8 millions** (Banque mondiale et al., 2023).
- **On estime que 51% des enfants qui appartiennent à cette population ne sont pas scolarisés. Parmi ceux qui le sont, le taux de scolarisation est de 38% dans le préscolaire, de 65% dans le primaire, de 41% dans le secondaire et de 6% dans l'enseignement supérieur** (Banque mondiale et al., 2023).



La contribution mondiale à l'Éducation en Situations d'Urgence

Un aperçu du financement global

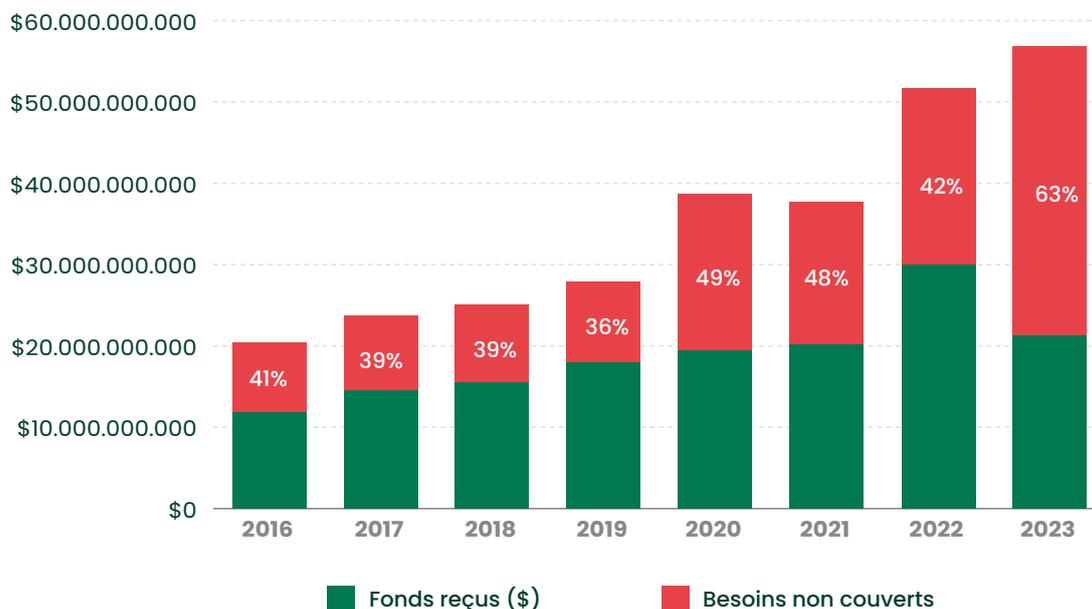


Face à des besoins humanitaires immenses, l'appel lancé par les Nations Unies pour 2023 a atteint le niveau historique de 56,7 milliards de dollars. Cependant, la tendance positive de ces dernières années s'est inversée et le financement a diminué de 39% par rapport à l'année précédente (OCHA, 2023).

L'aide humanitaire a subi une coupe historique de 8,8 milliards de dollars entre 2022 et 2023. Les conséquences de ce recul sont imprévisibles.

Plus important encore est l'écart entre les fonds demandés (56,7 milliards de dollars) et les fonds alloués. Il s'élève à 35,5 milliards de dollars. Avec 63% de besoins non couverts dans un contexte historique de crises multiples et interdépendantes, les perspectives pour 2024 ne sont pas encourageantes. Pourtant, il faut des investissements pour lutter contre la faim, réduire la pauvreté, garantir le droit à l'éducation, améliorer les conditions de vie de ceux qui subissent les ravages de la guerre ou des catastrophes naturelles. Ces investissements, très insuffisants en 2023, laisseront des traces pour l'année à venir.

Graphique 1. Couverture des besoins de financement, 2016-2023 (en milliards de dollars)



Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (janvier 2024).

Le sous-financement s'est fait cruellement ressentir en 2023. Seules deux des 45 crises ayant fait l'objet d'appels humanitaires⁴, la Libye et les Territoires palestiniens occupés, ont été financées à 100%. En moyenne, seuls 39% des besoins humanitaires identifiés par les appels ont été couverts. Les plans de réponse humanitaire les plus touchés par la réduction des financements sont les plans régionaux. Les besoins des populations réfugiées dans leurs pays d'accueil seront par conséquent les premiers à ne pas être financés. Le plan régional pour la Syrie, l'Ukraine ou le Venezuela a reçu moins de 20% des fonds de l'appel.

Ces coupes drastiques ont également rendu impossible la poursuite des interventions au sein des crises qui étaient financées de manière adéquate en 2022. Il en a résulté un coût élevé

pour les populations et d'énormes souffrances humaines en 2023.

- En 2022, près de 80% de la population identifiée avait été prise en charge. Cette proportion est tombée à 62% l'année suivante.
- Au Mali, plus d'un million de personnes ont souffert d'épidémies et de maladies d'origine hydrique sans bénéficier d'une assistance adéquate.
- En Afghanistan, le nombre de personnes qui ont reçu une aide alimentaire a sensiblement chuté, passant de 13 à 3 millions en moins de six mois.
- L'aide alimentaire mondiale a diminué de 37%, alors que le nombre de personnes sous-alimentées n'a jamais été aussi élevé (735 millions).

⁴ Le Tableau 1 du chapitre précédent mentionnait 35 pays, alors que le présent chapitre parle de 45 crises. La différence entre les deux chiffres s'explique par le fait que le premier se réfère à des pays spécifiques qui connaissent des crises humanitaires sur leur propre territoire, et que le second désigne des appels. Le nombre d'appels est plus élevé pour deux raisons : 1) une même crise peut faire l'objet de deux appels (national et régional, comme dans le cas de l'Ukraine). 2) dans un même pays, il peut y avoir deux appels (en Syrie par exemple, un appel est lancé en réponse au conflit, et un autre en réponse au tremblement de terre).

Le financement de l'Éducation en Situations d'Urgence

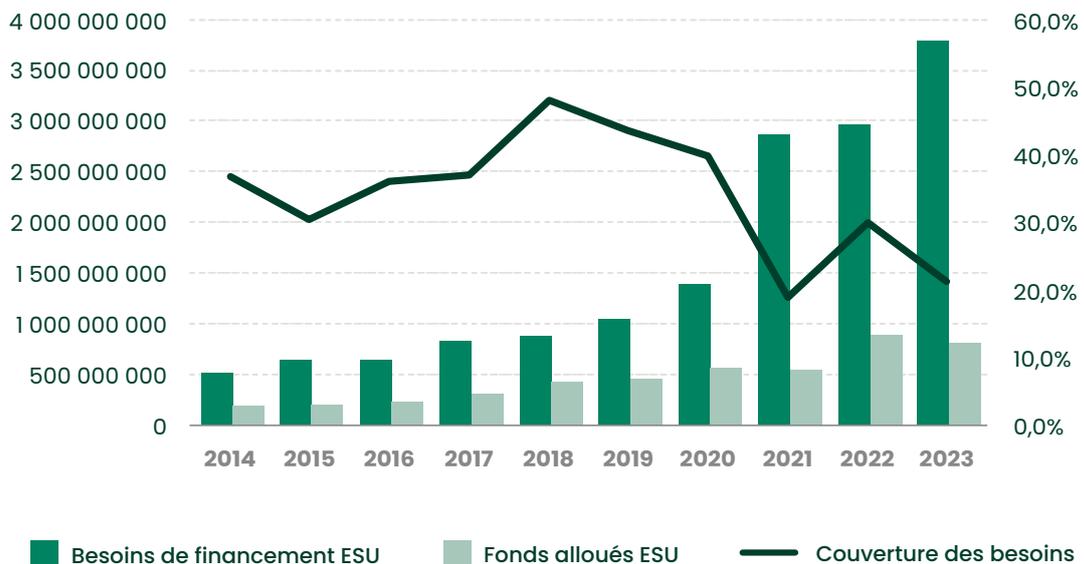
Les systèmes éducatifs des pays qui figurent dans le Tableau 1 ne sont pas à l'abri de crises susceptibles de leur infliger des dommages durables. C'est pour cette raison que les besoins de financement augmentent. Le Graphique 2 montre que les appels humanitaires destinés à couvrir les besoins éducatifs ont été multipliés par sept au cours de la dernière décennie. En augmentation constante, ils sont passés de 517 millions de dollars à 3,785 milliards de dollars, avec un pic en 2021. Les appels de 2023 ont également représenté une hausse significative de 28% par rapport à l'année précédente.

Face à ces besoins, les donateurs ont multiplié par quatre les fonds accordés au secteur de l'éducation durant les dix dernières années. Ils sont en effet

passés de 190 millions de dollars à 805 millions de dollars, mais demeurent toujours insuffisants par rapport à l'augmentation de la demande.

Alors que les besoins de financement du secteur de l'éducation ont été multipliés par sept au cours de la dernière décennie, les fonds reçus n'ont été multipliés que par quatre.

Graphique 2. Comparaison entre les appels et les fonds alloués à l'ESU, 2014-2023



Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (janvier 2024).

Quoi qu'il en soit, il faut souligner que le secteur éducatif a gagné en importance au sein de l'appel humanitaire global. Les contributions à l'agenda de l'éducation, qui représentaient 2% du total des investissements en 2014, sont en effet passées à près de 4% en 2023 (pour plus de détails, voir la section suivante).

L'année 2023 a donc supposé une avancée significative en la matière, puisque le financement du domaine de l'éducation a augmenté d'un point de pourcentage et a moins souffert de la baisse du volume total des fonds alloués à l'aide humanitaire. En moyenne, la proportion du financement dédié à l'éducation en situations d'urgence a représenté 2,5% au cours de la dernière décennie.

Il convient de garder à l'esprit que ces chiffres ne reflètent pas toujours avec exactitude la totalité des contributions au secteur de l'éducation. En effet, certaines des contributions pouvant être attribuées au secteur de l'éducation sont encore classées par les donateurs dans la catégorie "multisectoriel"⁵. Cependant, même en tenant compte de cette réserve et en dépit de l'effort accru de la communauté internationale en faveur de l'éducation, le financement de ce domaine reste inférieur aux 4% fixés par la Global Education First Initiative (GEFI) (sauf pour 2023), et plus encore aux 10% demandés par la Campagne mondiale pour l'Éducation.

À l'instar de ce qui se passe pour d'autres secteurs, le déficit de financement de l'éducation ne cesse de se creuser. Les efforts des donateurs, quant à eux, ne suivent pas le rythme croissant des besoins.

Comme le montre le Graphique 2, environ 37% des demandes de fonds étaient couvertes en 2014, et 48% en 2018. Depuis lors, les pourcentages de couverture n'ont cessé de chuter, à l'exception d'un léger rebond en 2022 qui n'a pas été confirmé en 2023, où l'écart a atteint 79%.

L'année 2023 n'a pas été en mesure de poursuivre l'augmentation du financement de l'éducation en situations d'urgence. Une baisse de 9% par rapport à l'année précédente a été enregistrée, pour un volume total de 805 millions de dollars.



⁵ À partir de 2020-2021, il a été proposé que le financement de l'éducation au sein des Plans de réponse pour les réfugiés (PRR) au niveau régional ne soit plus inclus dans la catégorie "multisectorielle". Malgré cet effort de transparence, une grande partie des investissements dans l'éducation reste invisible. Il est donc impossible de la comptabiliser ou d'en assurer le suivi.

Des financements en chute libre

Educo constate chaque jour combien il est important de garantir une éducation de qualité dans les environnements les plus difficiles. Nous avons du reste été les premiers témoins des conséquences des déficits de financement⁶.

Au cours de l'année 2023, les écoles de toutes les régions du Mali ont subi des attaques perpétrées par des groupes armés et ont dû fermer leurs portes. Les bâtiments abandonnés se détériorent et le matériel pédagogique disparaît, tandis que les élèves et les enseignants font face à des épisodes de violence dont l'impact est d'une extrême gravité. Au total, 1170 écoles ont été fermées. Plus d'un demi-million d'enfants et 10 260 enseignants ont été touchés⁷. En dépit de la dégradation du contexte, le secteur de l'éducation est largement sous-financé. Seuls 16% des élèves identifiés ont été accompagnés et, en 2023, seuls 7,4% des 96 millions de dollars de l'appel ont été couverts⁸.

Notre travail au Salvador nous a appris que les enfants, les adolescents et les jeunes personnes décident souvent de ne pas migrer lorsqu'ils ont accès à des services éducatifs de qualité et qu'ils bénéficient d'environnements relativement sûrs et protecteurs. Même au sein des groupes de population qui ont la plus forte propension à migrer (37,4% des personnes ayant au moins un membre du foyer qui vit à l'étranger), ce facteur de protection contribue à retarder leur décision, du moins jusqu'à ce que l'école secondaire soit terminée et, dans une large mesure, jusqu'à ce qu'un diplôme d'enseignement supérieur soit obtenu (EDUCO et PICMCA, 2019). Pourtant, en 2023, seuls 4% de l'appel pour le secteur de l'éducation ont reçu un financement. Les fonds alloués s'élevaient à un peu plus de 200 000 dollars qui ont à peine répondu aux besoins éducatifs des personnes identifiées⁹.

L'Ukraine entre dans sa deuxième année de guerre. L'escalade de la violence est dramatique et les conséquences sont terribles pour le système éducatif du pays. Jusqu'en décembre 2023, 26% des 3798 écoles ont été touchées (endommagées ou détruites). Les attaques exercent un impact dévastateur et durable sur l'accès des enfants ukrainiens à l'éducation, car la réparation et la reconstruction des écoles, en particulier lorsqu'elles se trouvent au milieu d'autres infrastructures civiles détruites, nécessiteront d'importantes ressources et beaucoup de temps. Le financement, pour cette crise en particulier, est cette fois à la hauteur des besoins. 67% de la demande de fonds pour le secteur de l'éducation ont en effet été couverts en 2023, bien que 1,7 million d'enfants n'aient pas pu bénéficier de cette assistance¹⁰.

⁶ Pour plus d'informations sur la situation actuelle du financement des crises où Educo est présent, voir l'Annexe 2.

⁷ [Daily Flash \(europa.eu\)](#)

⁸ [Education | Humanitarian Action](#)

⁹ [Education | Humanitarian Action](#)

¹⁰ [Education | Humanitarian Action](#)

L'Éducation en Situations d'Urgence face aux autres secteurs

Dans le Graphique 3, les secteurs sont classés par ordre d'importance, en fonction de la proportion des financements humanitaires qui leur ont été alloués en 2023. L'éducation en situations d'urgence occupe la dixième position avec 3,8% du total des fonds.

Cinq secteurs (sécurité alimentaire, santé, eau-assainissement-hygiène, abris d'urgence et multisectoriel) ont reçu à eux seuls plus de 65% de l'ensemble des financements.

Les secteurs qui ont bénéficié d'investissement moindres, tels que la coordination, la logistique, le relèvement précoce, la coordination, la gestion des camps et les télécommunications d'urgence, sont des fonctions de soutien plutôt que d'assistance directe. L'importance marginale de la protection de l'enfance qui n'a reçu que 1.75 % du total des fonds doit cependant être soulignée.

En effet, l'éducation est considérée comme un espace de protection essentiel pour de nombreux enfants (Educo, 2023a). Les faibles pourcentages obtenus par ces deux domaines (éducation et protection de l'enfance) ne font donc pas écho à ces demandes.

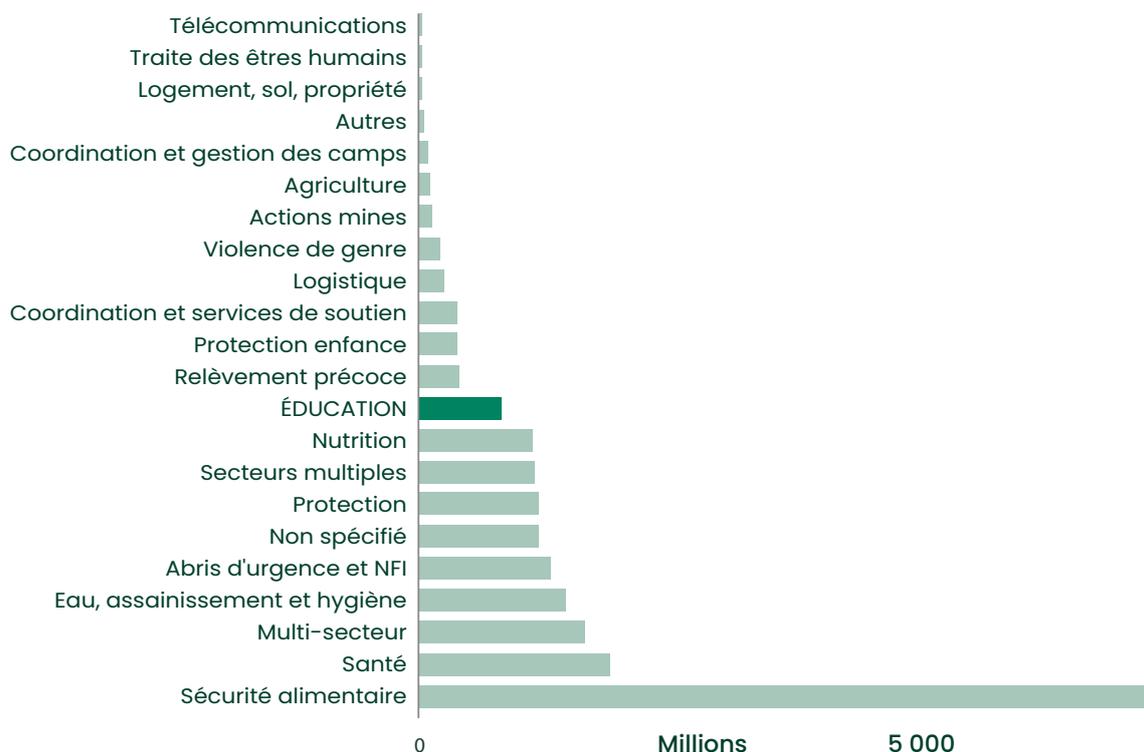
Le panorama qui se dégage en 2023 ne diffère pas sensiblement de la tendance historique de ces dernières années. Entre 2016 et 2022, l'éducation en situations d'urgence a représenté 3% du total des investissements pour cette période (Educo, 2023b). Comme nous l'avons indiqué, l'importance relative que l'éducation a gagnée en 2023 est due à la baisse des investissements globaux de cette année. Nous espérons cependant que ce pourcentage pourra être consolidé à l'avenir, et qu'il sera accompagné d'une augmentation du financement.

// Les familles de réfugiés négligent souvent l'éducation de leurs enfants. Lorsqu'elles arrivent dans un nouveau pays, leur priorité est avant tout de manger et de survivre. Mais lorsque nous parvenons à scolariser des enfants, elles nous en sont reconnaissantes. Elles perçoivent que cela est positif pour eux et parviennent à oublier par moment la dure réalité de devoir repartir de zéro”.

Elisabeth Ague, responsable du projet de soutien aux enfants qui traversent des situations d'urgence dans le nord du Bénin.



Graphique 3. Financement par secteur, 2023 (millions de dollars)



Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (janvier 2024).

Les contributeurs à l'Éducation en Situations d'Urgence

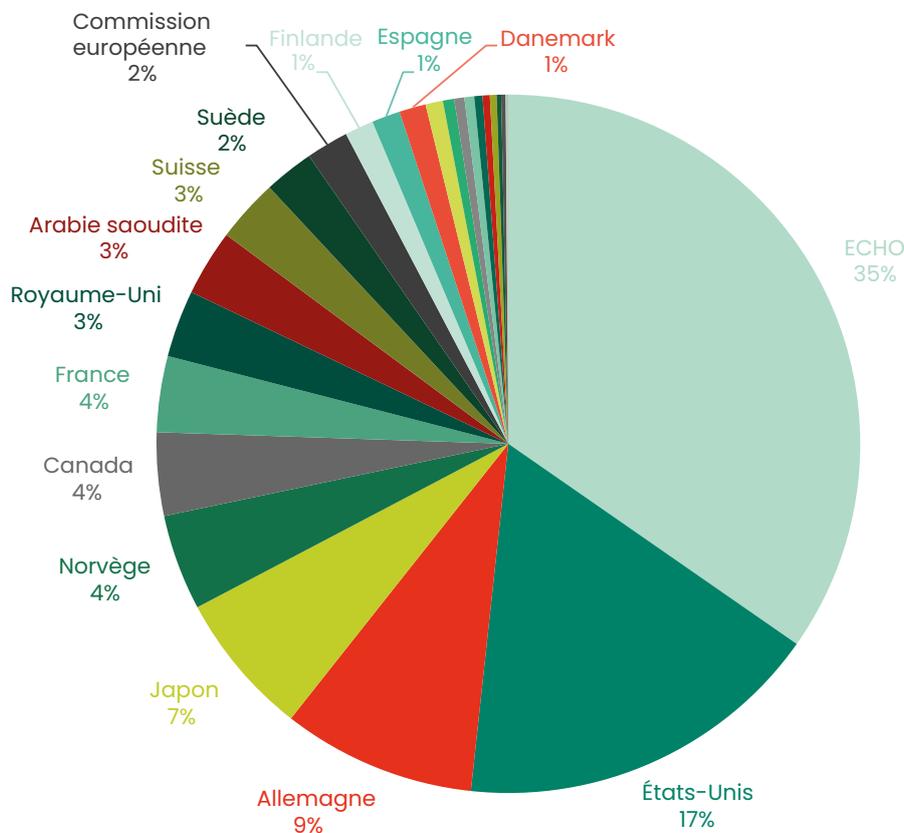
Comme le montre le Graphique 4, l'agenda 2023 de l'ESU a été mené par cinq donateurs principaux. À eux seuls, ils ont fourni les trois quarts du financement total. Il s'agit de DG ECHO, des États-Unis, de l'Allemagne, du Japon et de la Norvège¹¹. Les autres donateurs, une trentaine environ, ont participé de manière plus marginale. Nous pouvons citer à cet égard les contributions minimales de pays comme l'Italie, le Luxembourg ou la Slovaquie. Par ailleurs, des pays comme le Tchad et le Gabon participent eux aussi à cet agenda, même si leurs apports restent modestes.

L'analyse du financement de l'éducation dans les contextes d'urgence au cours des six dernières années met en évidence les mêmes protagonistes. En effet, quelques donateurs seulement (DG ECHO, États-Unis et Allemagne) ont apporté durant cette période près de la moitié des fonds alloués. (Voir le Graphique 4).

Il convient de souligner l'engagement inconditionnel et durable de l'Union européenne en faveur de l'éducation en situations d'urgence. L'institution s'est révélée être un leader incontestable au sein de cet agenda. Entre 2018 et 2023, elle a contribué à hauteur de 34% du total des investissements.

¹¹ Le Graphique 4 différencie le financement provenant de DG ECHO et de la Commission européenne. Bien qu'il s'agisse dans les deux cas d'organes de l'Union européenne, leurs contributions proviennent de budgets, de politiques et de stratégies différentes.

Graphique 4. Contribution des donateurs à l'Éducation en Situations d'Urgence, 2023 (%)



Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (janvier 2024).

Destination des fonds alloués à l'Éducation en Situations d'Urgence

La guerre en Ukraine, dès son commencement, a reçu toute l'attention de la communauté internationale. Il s'agit de la crise qui a reçu le plus de fonds, y compris dans le secteur de l'éducation. Alors qu'une réponse régionale avait été privilégiée en 2022, décision discutable étant donné que les pays voisins sont européens et ont la capacité d'assumer les coûts de l'accueil de la population réfugiée, les efforts se sont ensuite concentrés en 2023 sur les besoins à l'intérieur du territoire.

Les crises qui frappent l'Afghanistan, la Syrie (à l'intérieur du pays et au niveau régional) et le Yémen occupent les premières positions en termes de fonds alloués à l'éducation en situations d'urgence au cours des trois dernières années, bien qu'elles soient loin d'avoir reçu l'intégralité des montants demandés. Derrière ces chiffres se cachent néanmoins d'autres réalités, comme la situation des réfugiés syriens. Le conflit en Syrie, qui dure depuis 13 ans et qui est la pire crise de déplacement au monde, a laissé neuf millions d'enfants réfugiés (UNICEF, 2023). 2,4 millions d'entre eux ne sont pas scolarisés, 1,6 million risquent d'abandonner l'école et

seulement 3% des élèves suivent un enseignement secondaire au Liban (UNICEF, 2023).

Étonnamment, la République centrafricaine a vu son financement quadrupler entre 2022 et 2023, alors que le contexte que le pays traverse ne s'est pas radicalement détérioré. Il est également remarquable que les Territoires palestiniens occupés ne figurent pas parmi les principaux bénéficiaires du financement de l'éducation en 2023. S'il est vrai, comme nous l'avons déjà mentionné (Educo, 2023b), que la crise a éclaté en fin d'année (octobre), il faut admettre que l'éducation est bien souvent le premier droit à être suspendu et le dernier à être rétabli.

La Corne de l'Afrique, le Yémen, Haïti et le Liban, d'autre part, sont les pays les plus durement

touchés par les crises au cours des dernières années. Leurs secteurs de l'éducation respectifs ont considérablement souffert du manque de soutien de la communauté internationale.

Un point positif doit pourtant être relevé. En 2021, quatre pays n'avaient pas reçu de fonds pour l'éducation. En 2022, seuls deux d'entre eux se trouvaient dans cette situation. En 2023, tous les appels ont abouti à des investissements dans le système éducatif, bien qu'il s'agisse de montants d'une valeur modeste. Cette tendance doit certes se vérifier dans les années à venir, mais ce scénario positif démontre que la nécessité de fournir des ressources à l'éducation fait l'objet d'une plus grande reconnaissance.



Tableau 2. Destinations prioritaires des fonds alloués à l'Éducation en Situations d'Urgence (2023-2021)

2023

Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Ukraine	\$109.395.705	71 %	4 %
Afghanistan	\$84.859.058	47 %	6 %
Syrie	\$73.263.014	17 %	4 %
Syrie Régional	\$54.758.989	89 %	6 %
Yémen	\$54.564.698	120 %	3 %
République centrafricaine	\$27.749.836	101 %	9 %

2022

Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Syrie Régional	\$157.834.630	29 %	9 %
Afghanistan	\$155.630.791	96 %	5 %
Ukraine Régional	\$87.613.329	– ¹²	9 %
Syrie	\$66.170.421	18 %	3 %
Ukraine	\$44.684.925	78 %	1 %
Yémen	\$35.787.909	13 %	2 %

2021

Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Syrie Régional	\$94.115.480	11 %	6 %
Yémen	\$78.794.026	31 %	3 %
Syrie	\$60.742.801	20 %	8 %
Soudan	\$31.630.349	22 %	6 %
Bangladesh Rohingya	\$26.164.389	31 %	4 %
Afghanistan	\$21.469.972	28 %	3 %

¹² En 2022, il n'y a pas eu d'appel pour la réponse régionale ni de besoins humanitaires identifiés, y compris dans le secteur de l'éducation. [Ukraine Situation Regional Refugee Response Plan 2022 | Financial Tracking Service \(unocha.org\)](#)

Crises les plus faiblement financées dans le domaine de l'Éducation en Situations d'Urgence (2023-2021)

2023

Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Burundi	\$1.656.939	33 %	3 %
Mozambique Cyclone	\$1.457.626	28 %	5 %
Corne de l'Afrique et Yémen	\$525.807	0 %	1 %
Salvador	\$209.256	4 %	1 %
Honduras	\$17.639	0 %	0 %

2022

Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Madagascar	\$326.830	16 %	0 %
Libye	\$296.540	7 %	0 %
Haïti	\$259.740	9 %	1 %
Mozambique	\$0	0 %	0 %
Corne de l'Afrique et Yémen	\$0	0 %	0 %

2021

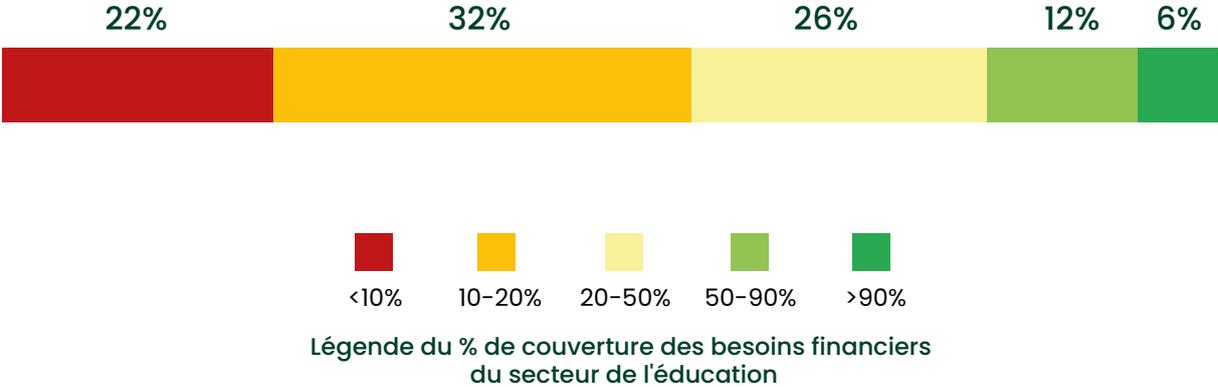
Crises	Financements ESU	Couverture ESU par rapport à l'appel	% des fonds alloués à l'éducation par rapport au total
Libye	\$101.110	1 %	0 %
Haïti	\$0	0 %	0 %
Burundi Régional	\$0	0 %	0 %
RDC Régional	\$0	0 %	0 %
Corne de l'Afrique et Yémen	\$0	0 %	0 %

Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (février 2024).

Le Graphique 5 fait état de la répartition des crises en fonction du % de couverture des besoins. Nous remarquons que 54% des 45 crises qui ont reçu des contributions à l'éducation par le biais des appels des Nations Unies en 2023 ont vu leurs besoins couverts à moins de 20%, 26% entre 20% et 50% et 18% à plus de 50%. En d'autres termes, **80% des crises ont reçu moins de la moitié des ressources nécessaires pour répondre aux besoins éducatifs**. Ce sous-financement est un obstacle à l'accès à l'éducation et à la qualité de l'éducation. En dernière instance, il constitue un obstacle à l'exercice du droit à l'éducation reconnu par le droit humanitaire international, la Charte internationale des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

Plus de sept millions d'enfants réfugiés ne sont pas scolarisés dans le monde, soit plus de la moitié des enfants déplacés d'âge scolaire (UNHCR, 2023c).

Graphique 5. % de couverture des besoins financiers du secteur de l'éducation (2023)



Source : élaboration propre, sur la base des données du Financial Tracking Service, OCHA, ONU (janvier 2024).

Les contributions aux fonds gérés par OCHA

Afin de disposer de la vision la plus large et la plus complète possible du financement du secteur de l'éducation au niveau global, en plus du registre du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) d'où proviennent les données que nous avons analysées jusqu'à présent, deux autres mécanismes seront passés en revue : le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) et les Fonds de financement commun pour les pays (CBPF).

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)

Le CERF a été créé en 2005 en tant que fonds mondial de réponse aux situations d'urgence. Il poursuit deux objectifs. Il contient d'une part un volet de réponse rapide qui vise à fournir une aide humanitaire efficace en cas de nouvelles crises, de manière coordonnée et selon un ordre de priorité. D'autre part, dans les contextes de crises fortement sous-financées, il apporte un soutien aux opérations d'urgence qui doivent être prolongées et pallier aux lacunes lorsqu'aucun autre financement n'est disponible. Actuellement, une quarantaine de pays reçoivent des fonds du CERF. L'éducation fait partie des secteurs bénéficiaires.

En 2023, le secteur de l'éducation a reçu 6,2 millions de dollars. Ce montant représente 0,01% des fonds levés par le biais de cet instrument et une baisse de 69% par rapport à l'année précédente. De 2018 à 2023, l'éducation avait en effet bénéficié de 80 millions de dollars, soit 2% du financement total sur cette période¹³. Ces données révèlent à nouveau que le soutien à l'éducation reste très marginal.

¹³ [Allocations by Sector | CERF \(un.org\)](https://www.un.org/fr/ocha/humanitarian/finance/allocations-by-sector)

¹⁴ [Welcome to Country Based Pooled Funds Data Hub \(unocha.org\)](https://www.unocha.org/fr/country-based-pooled-funds)

En 2023 notamment, il a subi une réduction considérable que nous espérons temporaire.

Les Fonds de financement commun pour les pays (CBPF)

Le CBPF est un instrument qui complète le travail du CERF. À la différence de ce dernier, il opère au niveau national. Il permet aux donateurs de soutenir les efforts humanitaires en contribuant à un fonds unique et aux projets prioritaires dans le pays en crise.

Les fonds sont activés lorsqu'une nouvelle urgence survient ou lorsqu'une crise existante se détériore, en fonction des priorités définies dans les Plans de Réponse humanitaire des pays qui connaissent une situation d'urgence.

Le CBPF existe depuis plus de 20 ans et soutient en moyenne 20 crises par an. Les fonds sont alloués à divers secteurs, y compris celui de l'éducation qui a reçu 50 millions de dollars en 2023, soit 4,8% du total des financements. Le CBPF a permis de prêter assistance à 1,1 million d'élèves, même si les contributions à l'éducation tendent à diminuer depuis 2019. Entre 2018 et 2023, elles se sont élevées à 325 millions de dollars. C'est en revanche dans la proportion dédiée au secteur de l'éducation que le CBPF se montre le plus consistant, proportion qui s'est maintenue à 5% du total des fonds au cours des sept dernières années¹⁴.

Malgré ces chiffres plutôt prometteurs, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires, dans son évaluation de ces deux fonds, a souligné l'insuffisance des financements destinés au secteur de l'éducation, reconnaissant qu'il s'agit d'une "bouée de sauvetage" pour les enfants et les adolescents (OCHA, 2020).

Les contributions au HCR

Le HCR, un organe des Nations Unies, a pour mandat d'apporter une réponse aux populations déplacées (réfugiées et déplacées internes, entre autres). Sa participation à l'agenda de l'éducation est à cet égard cruciale. Sachant que le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer ne cesse d'augmenter, le HCR se doit d'apporter une réponse efficace et efficiente.

D'ici 2024, le nombre de personnes déplacées devrait atteindre le chiffre record de 130,8 millions (UNHCR, 2023a). Au terme de l'année 2022, 43,3 millions d'enfants étaient encore déplacés de force. Il est prévu que ce chiffre augmente en 2024, poursuivant ainsi sa hausse historique.

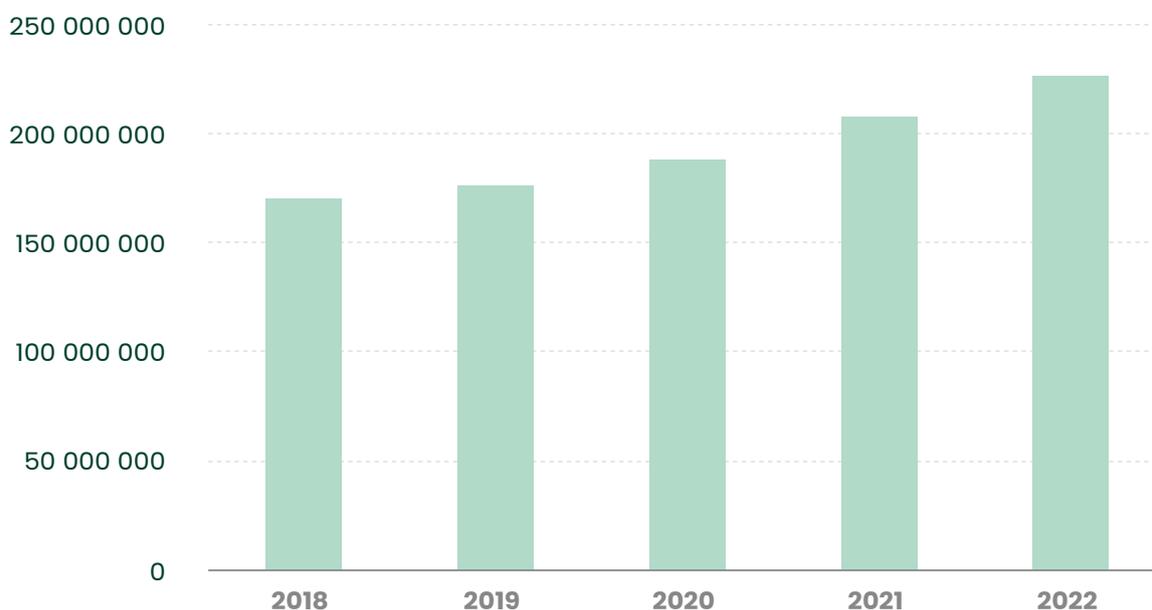
Au cours des dernières années, le volume de financement a augmenté en fonction des besoins croissants, mais il est loin de les couvrir tous. Par exemple, 35% des enfants réfugiés ne vont pas à l'école primaire et 51% ne fréquentent pas l'école secondaire. Des étapes importantes ont néanmoins été franchies. Actuellement, 6% des personnes réfugiées ont accès à l'enseignement supérieur, contre seulement 1% en 2019 (Banque mondiale et al., 2023).

De 2018 à 2022¹⁵, la contribution des donateurs au HCR pour le secteur de l'éducation s'est élevée à 968 millions de dollars, ce qui représente en moyenne 4,1% du financement total. Comme le montre le Graphique 6, les financements ont augmenté de manière constante, à hauteur de 33% sur cinq ans.



¹⁵ Les données pour 2023 ne sont pas encore disponibles.

**Graphique 6. Financement du secteur de l'éducation par le HCR, 2018-2022
(millions de dollars)**



Source : élaboration propre, sur la base des données du HCR.

Malgré ces efforts, les montants restent bien en deçà de ce que la réponse exige au regard des besoins actuels. D'après un rapport de la Banque mondiale et du HCR, on estime que 4,85 milliards de dollars sont nécessaires chaque année pour garantir l'éducation de tous les élèves réfugiés dans les pays d'accueil à revenu faible, intermédiaire inférieur et intermédiaire supérieur (UNHCR et Banque mondiale, 2021). Selon le rapport de Save the Children, plus de la moitié de ce financement devrait être assuré par la communauté internationale (Save the Children, 2006), à savoir 2,76 milliards de dollars, soit plus de 2,5 fois le total des contributions apportées par

les donateurs en cinq ans. Étant donné que 85% des personnes réfugiées résident dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, la contribution extérieure est essentielle pour ne pas grever les budgets nationaux.

Pour 2024, le HCR a lancé un appel de 514 millions de dollars destinés au secteur de l'éducation, soit une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente. Il est estimé qu'un peu plus d'un tiers de ce financement sera nécessaire en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs (UNHCR, 2022b).

Les fonds mondiaux pour l'éducation

Education Cannot Wait (ECW)

Face à l'insuffisance du financement humanitaire de l'éducation en situations d'urgence et à la nécessité de fournir une réponse plus durable à cet agenda essentiel, le premier fonds mondial des Nations Unies dédié à ce secteur a été lancé en 2016. Il s'agit d'Education Cannot Wait.

La création de ce fonds avait pour objectif d'impliquer davantage les gouvernements, les agences multilatérales et les acteurs de la société civile dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 4 : assurer une éducation de qualité, équitable et inclusive, y compris dans les contextes d'urgence. En plus de promouvoir l'importance de l'éducation en situations d'urgence au niveau global, le fonds entend jeter les bases de systèmes éducatifs durables en fournissant une réponse plus agile qui articule l'intervention humanitaire, le travail de développement et la consolidation de la paix.

Depuis sa création, le fonds a investi 712,2 millions de dollars et atteint 8,8 millions d'enfants et d'adolescents dans 41 pays. Les contributions annuelles d'ECW ont connu des débuts prometteurs, passant de 10 millions de dollars investis l'année de sa naissance à 184 millions en 2020, date à partir de laquelle les financements ont commencé à diminuer. En 2022, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, les contributions s'élevaient à 59 millions de dollars¹⁶.

Les principaux contributeurs bilatéraux au fonds sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Danemark et la Norvège. ECW canalise principalement ses financements vers les agences de l'ONU et les ONG, à travers trois modalités d'investissement : la première réponse d'urgence (FER) pour les crises soudaines, le programme pluriannuel de résilience (MYRP) pour les crises prolongées, et le dispositif d'accélération (AF) pour la promotion des biens publics. Le modèle d'ECW veut encourager les acteurs humanitaires et du développement à planifier, préparer et répondre, conjointement si possible, sous la direction du gouvernement hôte.

Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)

Contrairement à Education Cannot Wait qui se concentre exclusivement sur les situations d'urgence et les crises prolongées, le Partenariat mondial pour l'éducation adopte une vision plus large. Créé en 2002, il constitue le plus grand fonds mondial consacré à la transformation de l'éducation dans les pays à revenu faible, par le biais de l'instauration d'une éducation de qualité pour tous les enfants.

Depuis 2003, 31 donateurs ont contribué à hauteur de 8,9 milliards de dollars, bien que les cinq principaux donateurs (le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas, la Commission européenne et les États-Unis) aient fourni la moitié des fonds. En tant que fonds de développement, le GPE dispose d'un mécanisme de réponse d'urgence destiné aux pays fragiles et touchés par des conflits, auxquels 55% du total des fonds cumulés jusqu'en

¹⁶ [Funding Windows | Education Cannot Wait](#)

2023 ont été alloués, soit plus de 5 milliards de dollars. De 2020 à 2022, cet instrument axé sur les contextes de crise a connu une croissance importante. Les investissements ont augmenté de 33%, principalement en raison de la crise du COVID-19. En 2023, cette tendance s'est inversée. Les 432 millions de dollars alloués représentent en effet une baisse de 29%¹⁷.

Le GPE met à disposition des fonds de manière accélérée, en huit semaines, pour des interventions telles que la construction d'abris temporaires ou de salles de classe, la distribution de repas et de fournitures scolaires, la rémunération des enseignants ou encore l'octroi de bourses d'étude. Les subventions sont flexibles et peuvent être ajustées pour permettre aux pays de passer aisément d'un mode de réponse d'urgence à un mode de développement à long terme. L'approche nexus est également promue. La réponse est facilitée grâce au travail de liaison entre tous les acteurs (humanitaires et de développement) qui évite la fragmentation de la planification et du financement.

Le rôle de la Banque mondiale

La Banque mondiale travaille depuis longtemps dans les pays qui connaissent des crises humanitaires. Elle investit dans de multiples secteurs, y compris celui de l'éducation.

Jusqu'en 2021, les investissements réalisés dans ce domaine se sont élevés à 6,2 milliards de dollars, ce qui représente 26,5% du budget total de la Banque dédié à la stratégie Fragilité, Conflit et Violence (Holland et al., 2022)¹⁸. La plupart des financements

sont accordés sous forme de subventions et sont principalement destinés aux régions de l'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'approche de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation a évolué au cours des dernières années. Elle se concentre moins sur les processus de reconstruction post-conflit que sur le soutien aux gouvernements et à leurs systèmes nationaux. La stratégie mise en place vise à développer les institutions et à les doter de la capacité de fournir des services éducatifs pendant et après la crise. Par ailleurs, la Banque mondiale a renforcé son approche de prévention et répond aux besoins éducatifs des communautés déplacées de force qui subissent les conséquences de l'inégalité ou de l'exclusion. Dans le cadre de sa stratégie Fragilité, Conflit et Violence 2020-2025 (Holland et al., 2022), la Banque entend s'aligner sur l'approche triple nexus et intégrer le développement et la durabilité aux phases de réponse aux situations d'urgence.



¹⁷ Voir <https://www.educationcannotwait.org/our-investments/funding-windows>

¹⁸ Les données dont nous disposons ne sont pas mises à jour. Elles proviennent d'un rapport publié en 2022 et n'ont pas été confrontées à celles de 2022 et 2023.

Le rôle de l'UNESCO

Depuis 1950, l'UNESCO contribue à garantir le maintien de l'éducation durant les périodes d'urgence humanitaire. Plus précisément, l'UNESCO travaille avec les ministères de l'éducation pour identifier les priorités et développer des programmes d'éducation sensibles aux crises qui répondent aux besoins immédiats et renforcent la résilience des enfants et des jeunes personnes les plus vulnérables. Une partie de ce travail est mené dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes au sein de l'éducation. Il prépare les écoles et les autorités éducatives à faire face aux dangers, à atténuer leurs effets et à augmenter la résilience du système.

L'UNESCO participe également au renforcement des systèmes éducatifs dans des pays tels que l'Irak, l'Ukraine, l'Afghanistan et la Syrie, et joue un rôle

actif dans la Déclaration sur la sécurité dans les écoles¹⁹ en aidant les pays à se protéger.

L'un des principes directeurs que l'UNESCO expose dans sa stratégie à moyen terme 2022-2029 consiste à agir de manière prioritaire dans les pays fragiles ou touchés par une crise (UNESCO, 2022).

Parmi les programmes développés au niveau global, le programme d'éducation est celui qui reçoit le financement le plus élevé, avec 41% du budget planifié pour l'exercice 2022-2023²⁰. Il n'est cependant pas possible de connaître en détails quelles sont les interventions spécifiquement destinées à l'éducation en situations d'urgence, car les programmes de L'UNESCO ne sont pas catégorisés avec précision. Il serait essentiel de disposer d'un code spécifique qui puisse refléter la contribution de l'UNESCO à l'éducation dans les situations d'urgence.

The case of the Lego Foundation

- Au cours des dernières années, la Fondation Lego a fait preuve d'un engagement constant et durable en faveur de l'éducation en situations d'urgence. Elle en est devenue l'un des principaux donateurs.
- Par l'intermédiaire du Financial Tracking Service, la fondation a investi 14,7 millions de dollars, tandis que sa contribution au GPE s'est élevée à 18 millions de dollars. Son partenariat stratégique avec Education Cannot Wait lui a par ailleurs permis de lever 65 millions de dollars depuis 2019, ce qui en fait le plus grand donateur privé de cette agence multinationale*.

* Voir [Our Donors | Education Cannot Wait](#)

¹⁹ Voir [Safe Schools Declaration Spanish](#) (protectingeducation.org)

²⁰ Voir [Uses of Funding | Core Data Portal](#) (unesco.org)

Conclusions et Recommandations

Conclusions

L'éducation, avant tout, est un droit fondamental et universel, un droit qui ne peut être retiré en raison de la violence, de la faim ou de toute autre crise. C'est au contraire au plus fort de ces contextes que tout doit être mis en œuvre pour protéger ce droit.

Le droit à l'éducation est à la fois la pierre angulaire du développement humain et le garant de l'exercice de nombreux autres droits sociaux, culturels et économiques. Il s'agit également d'un ressort essentiel pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et la construction de sociétés plus justes, plus équitables et plus inclusives.

L'importance de ce droit est reconnue par la plupart des cadres normatifs internationaux, régionaux et nationaux, y compris les cadres qui s'appliquent aux contextes de conflit, comme le droit international humanitaire. Ce droit est intrinsèque à chaque individu et ne peut lui être retiré, même lorsqu'il est contraint de fuir et de franchir des frontières.

Les besoins du secteur de l'éducation ne cessent de croître, mais la réponse de la communauté internationale, bien qu'en augmentation, n'est pas à la hauteur de la demande. Il aurait fallu pour cela allouer quatre fois plus de fonds en 2023. L'insuffisance des financements s'explique par le fait que le secteur de l'éducation est encore perçu comme un domaine qui n'est pas aussi essentiel que d'autres et qui ne requiert pas le même niveau d'urgence.

Nous devons cependant nous rappeler que l'éducation donne de l'espoir aux enfants qui traversent une situation de crise. L'éducation est leur droit, leur présent et leur avenir. Elle est essentielle pour qu'ils se construisent en tant que personnes et développent leur personnalité et leur potentiel. Elle constitue à la fois leur bouée de sauvetage, un espace de sécurité et de protection, et la clé qui leur ouvre des opportunités.

Investir dans l'éducation, c'est investir dans un monde plus durable, pacifique et prospère, dans lequel l'Agenda 2030 peut devenir une réalité.

Investir dans l'éducation, c'est investir dans un monde où personne n'est laissé de côté, un monde où tous les enfants et les jeunes personnes touchés par les crises peuvent accéder à une éducation de qualité.

Grâce à cette éducation de qualité, ils auront la liberté de prendre des décisions qui contribueront à leur développement et à celui de leurs sociétés.

Recommandations



Dans les contextes de crise, l'éducation est synonyme d'espoir, mais c'est avant tout un droit. L'éducation assure la sécurité et la protection immédiate, et offre des perspectives d'avenir aux enfants touchés. La communauté internationale doit répondre à ces attentes et investir dans une éducation de qualité dont l'accès doit être garanti à tous les enfants et adolescents qui traversent des situations d'urgence humanitaire.

Recommandations aux donateurs

- **Reconnaître l'importance cruciale de l'éducation, y compris dans les contextes humanitaires.**
Dans les pays en situation de crise, L'ODD 4 sera pratiquement impossible à atteindre d'ici 2030. Le développement des compétences en souffrira, la mobilité sociale sera entravée et les opportunités des personnes et des communautés seront limitées. Cela nous éloignera également du développement durable et de la consolidation de la paix.
- **Promouvoir une approche de l'éducation en situations d'urgence fondée sur les droits et le bien-être.** Adopter et diffuser cette approche au sein de l'agenda de l'éducation. L'éducation doit être considérée comme un droit, mais aussi comme un catalyseur qui permet l'exercice d'autres droits. Toutes les interventions doivent instaurer un espace sûr et protecteur, et favoriser le bien-être.
- **Augmenter les investissements dans l'éducation en situations d'urgence.**
 - Augmenter la part de l'aide humanitaire destinée à l'éducation à au moins 10%, comme le préconise la Campagne mondiale pour l'éducation, en suivant l'exemple de l'Union européenne (DG ECHO). En 2023, le poids de l'éducation représentait 4% du total des financements.
 - Allouer 20% de l'Aide publique au développement (APD) au secteur éducatif en accordant la priorité aux contextes de crise.
 - S'engager en faveur d'un financement flexible et pluriannuel de l'éducation en situations d'urgence, afin de garantir que les enfants et les adolescents en situation de crise prolongée puissent poursuivre leur éducation.
- **Promouvoir l'approche triple nexus de l'éducation en situation d'urgence.** Nous sommes confrontés à des contextes de crises prolongées et interdépendantes qui perpétuent le cycle de la vulnérabilité. Les interventions doivent par conséquent être conçues de manière intégrale et cohérente, afin de fournir une réponse durable aux personnes, avant, pendant et après une crise, selon une approche qui prend en charge trois fronts : l'aide humanitaire, les programmes de développement et la consolidation de la paix. L'approche triple nexus est cruciale dans le système éducatif. Elle permet en effet de réaliser les avancées suivantes :
 - Garantir l'accès : répondre aux besoins éducatifs immédiats, tout en planifiant la continuité de l'éducation des enfants.
 - Promouvoir le développement : l'éducation est l'un des piliers garant d'une société plus égalitaire, de même qu'un outil efficace de promotion du développement durable. Elle nécessite cependant une formation de qualité et un renforcement des capacités à tous les stades.
 - Créer des systèmes éducatifs résilients : compte tenu de la durée moyenne d'une crise, des systèmes éducatifs capables de surmonter des chocs sur une période prolongée doivent être mis en place. Ces systèmes seront correctement planifiés, coordonnés et dotés des financements nécessaires.

- Promouvoir la consolidation de la paix : l'éducation est un outil puissant pour la consolidation de la paix, la promotion de la cohésion sociale et la prévention des conflits. En favorisant des systèmes éducatifs inclusifs et transformateurs, les sociétés seront en mesure de surmonter leurs divisions et de promouvoir le dialogue, la tolérance, la compréhension et la réconciliation entre les différents groupes.
 - Être plus efficaces : une planification stratégique initiale qui prend en considération les différentes étapes et les objectifs à atteindre permettra de réduire les coûts et de gagner en efficacité.
- **Encourager la participation des enfants et des adolescents.** L'éducation est un instrument clé qui permet aux enfants de développer leur capacité d'agir, leur autonomie et leur résilience. Les donateurs doivent par conséquent inclure activement les enfants et les adolescents à la prise de décision et aux processus, de l'élaboration des stratégies jusqu'à leur mise en œuvre, et veiller à ce qu'ils jouent un rôle central au sein des projets financés et des forums internationaux. À cette fin, la communication doit être transparente et doit éviter les déséquilibres de pouvoir.
- **Fournir une réponse inclusive** qui prend en compte la voix de l'ensemble des personnes concernées, de la communauté éducative (enseignants, aidants, parents), des acteurs locaux et des organisations de la société civile. Reconnaître le rôle fondamental joué par les enfants, garantir leur participation aux étapes de conception, de planification et d'implémentation des réponses éducatives dans les situations d'urgence, et renforcer durablement la résilience des systèmes éducatifs nationaux.
- **Défendre une éducation transformatrice** qui promeut la paix et la cohésion sociale, fournit un soutien psychosocial et propose des approches d'apprentissage social et émotionnel.
- **Garantir la conformité aux standards de qualité et de redevabilité**, tels que la Norme humanitaire fondamentale, les Normes minimales de l'INEE, la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, les accords de localisation, le Grand Bargain, entre autres.
- **Plaider pour l'amélioration des mécanismes de suivi et de redevabilité des fonds alloués à l'éducation en situations d'urgence**, et pour que la vue d'ensemble des contributions à ce secteur soit plus complète et actualisée, moyennant une meilleure coordination et une ventilation sectorielle. En ce sens, l'intégration de la catégorie de l'éducation en situations d'urgence du Comité d'aide au développement de l'OCDE devrait être rendue obligatoire.
- **Promouvoir et rendre visible l'agenda de l'éducation en situations d'urgence** dans les différents fonds des Nations Unies. Il s'agit de défendre sa pertinence, de lui attribuer davantage de financements et d'augmenter la proportion des fonds flexibles.

Recommandations aux organisations de la société civile

- **Promouvoir l'approche triple nexus**, et veiller à ce que l'éducation dans les contextes de crise soit abordée dès le début de l'intervention, de manière intégrale, coordonnée et stratégique, y compris lors des phases d'action humanitaire, de développement et de consolidation de la paix.
- **Encourager la participation des enfants et des adolescents** à la gouvernance des organisations et à leurs organes de décision, ainsi que leur rôle actif dans l'élaboration des stratégies et le suivi de l'implémentation des projets. Il faudra par ailleurs s'assurer qu'ils puissent prendre part à la redevabilité des interventions et influencer sur les décisions organisationnelles.
- **Sensibiliser le public à l'importance de l'éducation dans les situations d'urgence**, en vue de générer une masse critique à même de comprendre, de défendre et de protéger une éducation sûre et de qualité.
- **Assurer le suivi des donateurs pour qu'ils atteignent les objectifs fixés en matière d'éducation en situations d'urgence**, intègrent cet agenda dans leurs priorités et développent des stratégies ambitieuses qui influent sur les décisions politiques et budgétaires. À cet effet, il est essentiel que les organisations aient un rôle actif et proactif dans l'élaboration de ces stratégies et de leurs plans d'action.
- **Encourager la localisation** par le biais d'un financement direct des organisations locales, afin qu'elles soient en mesure de soutenir et de consolider l'approche triple nexus, non seulement dans l'implémentation de l'intervention, mais aussi en termes de prévention.



 **educo**
Member of ChildFund Alliance

 **educo**
Member of ChildFund Alliance

Annexes

Annexe 1. Progrès vers l'ODD 4 (2023)

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Finlande	1	Green
Suède	2	Yellow
Danemark	3	Yellow
Allemagne	4	Orange
Autriche	5	Yellow
France	6	Orange
Norvège	7	Yellow
République tchèque	8	Yellow
Pologne	9	Yellow
Estonie	10	Green
Royaume-Uni	11	Yellow
Croatie	12	Green
Slovénie	13	Yellow
Lettonie	14	Yellow
Suisse	15	Yellow
Espagne	16	Yellow
Irlande	17	Yellow
Portugal	18	Yellow
Belgique	19	Orange
Pays-Bas	20	Yellow
Japon	21	Green
Hongrie	22	Orange
Slovaquie	23	Orange
Italie	24	Orange
Moldavie	25	Green
Canada	26	Green
Nouvelle-Zélande	27	Yellow
Grèce	28	Orange
Islande	29	Yellow
Chili	30	Orange
Corée du Sud	31	Yellow
Uruguay	32	Yellow
Luxembourg	33	Orange
Biélorussie	34	Yellow

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Roumanie	35	Yellow
Serbie	36	Yellow
Lituanie	37	Yellow
Ukraine	38	Yellow
États-Unis	39	Yellow
Australie	40	Yellow
Malte	41	Green
Géorgie	42	Green
Thaïlande	43	Green
Bulgarie	44	Orange
Kirghizistan	45	Yellow
Cuba	46	Yellow
Bosnie-Herzégovine	47	Orange
Israël	48	Orange
Russie	49	Green
Brésil	50	Orange
Argentine	51	Green
Thaïlande	43	Green
Bulgarie	44	Orange
Kirghizistan	45	Yellow
Cuba	46	Yellow
Bosnie-Herzégovine	47	Orange
Israël	48	Orange
Russie	49	Green
Brésil	50	Orange
Argentine	51	Green
Costa Rica	52	Orange
Azerbaïdjan	53	Yellow
Albanie	54	Yellow
Vietnam	55	Green
Arménie	56	Orange
Fidji	57	Yellow
Tunisie	58	Yellow
Chypre	59	Yellow

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Macédoine du Nord	60	
Bhoutan	61	
République dominicaine	62	
Chine	63	
Singapour	64	
Pérou	65	
Kazakhstan	66	
Monténégro	67	
Maldives	68	
Ouzbékistan	69	
Maroc	70	
Algérie	71	
Turquie	72	
Salvador	73	
Équateur	74	
Indonésie	75	
Colombie	76	
Jordanie	77	
Malaisie	78	
Émirats arabes unis	79	
Mexique	80	
Égypte	81	
Jamaïque	82	
Sri Lanka	83	
Barbade	84	
Tadjikistan	85	
Iran	86	
Bolivie	87	
Paraguay	88	
Cap-Vert	89	
Oman	90	
Turkménistan	91	
Suriname	92	
Île Maurice	93	
Arabie Saoudite	94	
Liban	95	
Guyane	96	
Panama	97	
Philippines	98	

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Népal	99	
Qatar	100	
Bangladesh	101	
Brunei	102	
Cambodge	103	
Nicaragua	104	
Irak	105	
Mongolie	106	
Bélize	107	
Koweït	108	
Namibie	109	
Afrique du Sud	110	
Bahreïn	111	
Inde	112	
Gabon	113	
Trinité-et-Tobago	114	
Laos	115	
Honduras	116	
Venezuela	117	
Botswana	118	
Sao Tomé-et-Principe	119	
Côte d'Ivoire	120	
Sénégal	121	
Ghana	122	
Kenya	123	
Bahamas	124	
Myanmar	125	
Rwanda	126	
Guatemala	127	
Pakistan	128	
Gambie	129	
Syrie	130	
Mali	131	
Swaziland	132	
Mauritanie	133	
Tanzanie	134	
Malawi	135	
Togo	136	
Sierra Leone	137	

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Zimbabwe	138	
Cameroun	139	
Bénin	140	
Ouganda	141	
Guinée	142	
Lesotho	143	
Éthiopie	144	
Zambie	145	
Nigeria	146	
Burundi	147	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	148	
Mozambique	149	
Djibouti	150	
République du Congo	151	
Haïti	152	
Burkina Faso	153	
Comores	154	
Angola	155	
Madagascar	156	
Libéria	157	
Afghanistan	158	
RDC	159	
Soudan	160	
Niger	161	
Somalie	162	
Yémen	163	
Tchad	164	
République centrafricaine	165	
Soudan du Sud	166	
Andorre		
Antigua-et-Barbuda		
Dominique		
Érythrée		
Micronésie		
Guinée Bissau		
Guinée Équatorienne		
Grenade		
Kiribati		

Pays	2023 ODD indice Ranking	ODD 4
Saint-Christophe-et-Niévès		
Libye		
Sainte-Lucie		
Liechtenstein		
Monaco		
Îles Marshall		
Nauru		
Palaos		
République populaire démocratique de Corée		
Îles Salomon		
Saint-Marin		
Seychelles		
Timor Oriental		
Tonga		
Tuvalu		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines		
Vanuatu		
Samoa		

Légende : progrès vers l'ODD 4

- Cible atteinte
- Défis surmontables
- Défis importants
- Défis majeurs



Source : élaboration propre sur la base du [rapport d'avancement des ODD 2023](#) et de la liste des crises humanitaires recevant une aide humanitaire selon OCHA, 2023.

Annexe 2. La contribution mondiale et espagnole¹ aux crises où Educo est présent²

Educo travaille pour que le droit à l'éducation soit assuré en toutes circonstances. Nous voulons également que les enfants qui traversent des contextes de crise aient l'opportunité de jouir de ce droit.

Nous sommes les témoins directs de ce que signifie pour les enfants que d'avoir accès à une éducation de qualité, sûre et protectrice. Et nous savons que seul un financement approprié est à même de garantir ces conditions.

Ukraine. La crise ukrainienne, amplement financée en 2022, commence à souffrir de l'épuisement des donateurs et de l'émergence d'autres crises importantes au niveau politique. Ainsi, seuls 61% des besoins financiers ont été couverts en 2023, contre 87% en 2022. Le volume des fonds alloués au secteur de l'éducation a cependant doublé. Il s'élève à 103 millions de dollars, soit 3,5% du total des financements accordés en 2023, contre 1,1% en 2022. Ces montants ont permis de couvrir 67% des besoins de financement. La population que la réponse a atteinte correspond quant à elle à un million d'étudiants et d'enseignants, alors que 2,7 millions de bénéficiaires avaient été identifiés³.

Selon les données des Nations Unies, l'Espagne a contribué à la réponse à hauteur de 3,3 millions de dollars (il s'agit de la cinquième crise la mieux financée par le gouvernement), ce qui représente 0,1% du total des fonds alloués. La contribution espagnole est donc en forte baisse par rapport à 2022, année durant laquelle elle atteignait 16,4 millions de dollars et occupait une position plus importante par rapport aux autres donateurs⁴. En revanche, l'engagement du pays en faveur de l'éducation en situations d'urgence en 2023 est plus conséquent. Il représente 66% des investissements, soit un montant de 2,2 millions de dollars. Ce montant a doublé par rapport à 2022⁵ et dénote un engagement accru en faveur de cet agenda en Ukraine. Au vu des autres donateurs, la contribution de l'Espagne au secteur de l'éducation est de 2%, ce qui la place au bas de l'échelle.

Cox's Bazar. En 2023, la moitié des fonds demandés pour répondre aux besoins de la crise des Rohingyas a été débloquée. Ce camp de réfugiés abrite environ 500 000 enfants qui n'ont pas pu le quitter ni retourner dans leur pays depuis plus de six ans. Dans ce contexte, l'éducation est un aspect clé qui offre des opportunités et de l'espoir. Cependant, les fonds alloués n'ont couvert que 38% des besoins, et plus de 130 000 élèves ont été privé de soutien.

¹ Rappelons que les chiffres proviennent du système d'OCHA (Financial Tracking Service) et qu'ils peuvent ne pas refléter la totalité des financements, car certains d'entre eux ne figurent pas dans ce registre ou ont été comptabilisés à une date ultérieure. En tout état de cause, les données communiquées indiquent les tendances et constituent le seul outil comparatif disponible pour tous les donateurs.

² Les données qui figurent dans l'encadré se réfèrent à 2023. Sauf indication contraire, l'unique source est le Financial Tracking Service des Nations unies.

³ Voir Ukraine Humanitarian Response Plan 2023, [Education | Humanitarian Action](#).

⁴ Il est à noter que les chiffres de 2022 ont considérablement variés. Ils passent de 39 millions de dollars (en incluant les catégories *paid contribution*, *commitment* et *pledge*) en janvier 2023 à 16,4 millions de dollars en janvier 2024 pour les mêmes catégories. Cet écart important s'explique par le fait que les fonds engagés n'ont finalement pas été déboursés et que seules les contributions versées ont été comptabilisées. Dans ce cas, les 16,4 millions de dollars seraient confirmés en 2022.

⁵ Selon les données de janvier 2023, le montant destiné au secteur de l'éducation pour 2022 s'élevait de 2,2 millions de dollars, alors que les données les plus récentes de janvier 2024 font état d'1 million de dollars. Cette variation trouve son explication dans la situation que nous avons décrite dans la note précédente.

Les États-Unis et l'Union européenne sont les principaux contributeurs au secteur de l'éducation. L'Espagne, pour sa part, a contribué à l'éducation en situation d'urgence⁶ à hauteur de 800 000 euros au moins.

Burkina Faso. Seuls 35% des besoins identifiés en 2023 ont été couverts. La crise du Burkina Faso est largement sous-financée et compte parmi les crises oubliées. Le domaine de l'éducation a été sévèrement négligé. Il n'a reçu que 9,9 millions de dollars, ce qui représente 15,8% du budget de l'éducation et 2,8% du financement total.

La contribution de l'Espagne à cette crise s'est élevée à 103 000 dollars destinés à la sécurité alimentaire. L'absence de fonds alloués au domaine de l'éducation n'est pas alignée sur la stratégie de l'AECID dans la région du Sahel, où cet agenda est considéré comme une priorité (voir ci-dessus).

Mali. Avec 218 millions de dollars de fonds et seulement 29% de besoins couverts en 2023, la crise du Mali est largement sous-financée. Plus de six millions de personnes ayant des besoins humanitaires se retrouvent sans aide. **Le secteur de l'éducation souffre tout particulièrement de ce manque de ressources financières. Il doit compter avec des fonds de 8,8 millions de dollars pour répondre à une population identifiée de 12,8 millions de personnes.** Le montant des contributions n'a pas permis d'atteindre cet objectif. Seuls 445 000 étudiants et enseignants ont été atteints, et 9,1% du budget estimé a été couvert.

La contribution de l'Espagne au Mali a atteint 4,8 millions de dollars (ce qui en fait la troisième crise la mieux financée par le gouvernement). 16% des fonds ont été alloués à l'éducation, sous l'égide de

l'UNICEF. Les financements espagnols représentent 9% du montant total apporté par l'ensemble des donateurs qui ont contribué à l'ESU. Ces chiffres, élevés, sont conformes aux priorités stratégiques de cette région et de ce secteur.

Niger. La crise du Niger est la mieux financée de sa région. 43% des fonds demandés ont en effet été couverts en 2023. Le secteur de l'éducation a reçu quant à lui 20 millions de dollars qui ont couvert 73% des besoins. Les fonds alloués à l'éducation représentent 8% du total des financements accordés au Niger.

Le Niger est l'un des pays auxquels la coopération espagnole accorde la priorité. Il a été le septième bénéficiaire de ses investissements en 2023. La proportion des fonds alloués à l'éducation est par ailleurs significative. L'éducation représente en effet 27% du total des financements, avec 2,5 millions de dollars investis, entièrement gérés par Educo. Ces fonds représentent 4% des contributions des donateurs.

Salvador. Malgré la violence persistante, la récurrence des événements climatiques extrêmes, la pauvreté et les inégalités, la crise que traverse ce pays d'Amérique centrale est l'une des plus négligées au monde. En 2023, le Salvador n'a reçu que 25 millions de dollars, bien loin des 98 millions de dollars prévus au budget. La portée des financements a été réduite à 34% des personnes identifiées comme ayant des besoins humanitaires. Le secteur de l'éducation n'a pas été mieux loti. Seuls 4,2% des besoins financiers ont été couverts avec des fonds s'élevant à 5 millions de dollars.

La réponse de l'Espagne s'est concentrée sur le secteur de la protection, avec une contribution modeste de 226 000 dollars, les États-Unis et l'UE étant les seuls contributeurs à l'agenda de l'éducation.

⁶ Voir [Detalle de procedimiento \(aecid.gob.es\)](https://www.aecid.gob.es).

Bibliographie

- UNHCR. (2022). Education : Thematic Brief 2022. In UNHCR. <https://reporting.unhcr.org/document/2867>
- UNHCR (2023a). *Appel global 2024*.
- UNHCR (2023b). *Rapport global 2022*.
- UNHCR (2023c). *Libérer le potentiel. Le droit à l'éducation et à l'égalité des chances*.
- UNHCR & Banque mondiale (2021). *The Global Cost of Inclusive Refugee Education*. www.worldbank.org
- Ayuda en Acción, Campagne mondiale pour l'éducation, Entreculturas, Educo, Médecins du Monde, Plan International, Unicef, Save the Children et World Vision (2023). *La educación en situaciones de emergencia. Garantizar el derecho básico a la educación especialmente en momentos de crisis y conflictos*.
- Banque mondiale (2021). *United Nations-World Bank Partnership in Crisis-Affected Situations 2020 UN-WB PARTNERSHIP MONITORING REPORT*. www.worldbank.org
- Banque mondiale (2022). *IDA20 Building Back Better from the Crisis : Toward a Green, Resilient and Inclusive Future*.
- Banque mondiale, Global Education Monitoring et Institut de statistique de l'UNESCO (2023). *Education finance watch 2023*.
- Education Cannot Wait (2023). *Crisis-Affected Children and Adolescents in Need of Education Support : New Global Estimates and Thematic Deep Dives*.
- *Education in Emergencies and Children on the Move | Geneva Global Hub for Education in Emergencies* (n.d.). Retrieved August 4, 2022, from <https://eiehub.org/education-in-emergencies-and-displacement>
- Educo (2023a). *La educación en emergencias : el derecho urgente*.
- Educo (2023b). *La educación en emergencias : el derecho urgente. El análisis de su financiación*.
- EDUCO & PICMCA (2019). *Análisis de la situación de migración, factores y riesgos en El Salvador. Una mirada desde la niñez, juventud hacia la migración irregular*.
- Geneva Global Hub for Education in Emergencies (2021). *Financer l'éducation dans les situations d'urgence suite à la pandémie de COVID-19 : L'importance de réinvestir pour répondre à des besoins croissants*.
- Global Coalition from Attack (2022). *Education Under Attack 2022*.
- INEE (2019). *Atteindre l'ODD4 pour les enfants et les jeunes touchés par la crise*. www.inee.org.
- OCHA (2023). *Global Humanitarian Overview 2024*.
- Sachs, J., Lafortune, G., Fuller, G., & Drumm, E. (2023). *Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023*. <https://doi.org/10.25546/102924>
- Save the Children (2006). *Rewrite the Future Education for children in conflict-affected countries*.
- UNESCO (2022). *Stratégie à moyen terme pour 2022-2029*.
- UNICEF (2023). *Humanitarian Action for Children Syrian Refugees*. www.unicef.org/appeals/syrian-refugees

 educoco.org

 [educoco_ong](https://www.instagram.com/educoco_ong)

 [educocoONG](https://www.facebook.com/educocoONG)

 [Educo_ONG](https://twitter.com/Educo_ONG)

